



Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle

29 | 2004
Varia

Heinrich August Winkler, *Der lange Weg nach Westen*, [*Le long chemin vers l'Ouest*], Munich, Éditions C.H. Beck, 2000, 2 tomes.

(1^{er} tome : Deutsche Geschichte vom Ende des Alten Reiches bis zum Untergang der Weimarer Republik [L'histoire allemande de la fin du Vieux Reich au déclin de la République de Weimar], 652 p. ; 2^e tome : Vom « Dritten Reich » bis zur Wiedervereinigung [Du « Troisième Reich » à la réunification], 742 p.)

Pierre Merlin



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/716>
ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004
Pagination : 189-197
ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Pierre Merlin, « Heinrich August Winkler, *Der lange Weg nach Westen*, [*Le long chemin vers l'Ouest*], Munich, Éditions C.H. Beck, 2000, 2 tomes. », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 29 | 2004, mis en ligne le 23 juin 2005, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/716>

Ce document a été généré automatiquement le 3 mai 2019.

Tous droits réservés

Heinrich August Winkler, Der lange Weg nach Westen, [Le long chemin vers l'Ouest], Munich, Éditions C.H. Beck, 2000, 2 tomes.

(1^{er} tome : Deutsche Geschichte vom Ende des Alten Reiches bis zum Untergang der Weimarer Republik [L'histoire allemande de la fin du Vieux Reich au déclin de la République de Weimar], 652 p. ; 2^e tome : Vom « Dritten Reich » bis zur Wiedervereinigung [Du « Troisième Reich » à la réunification], 742 p.)

Pierre Merlin

- 1 L'ouvrage de Heinrich August Winkler, professeur à l'Université Humboldt à Berlin, eut lors de sa parution un écho important puis connut rapidement plusieurs rééditions. Né en 1938 à Königsberg, aujourd'hui Kaliningrad, l'auteur a été dans les années soixante l'élève de Hans Rothfels, lorsque ce dernier revint d'émigration. Il a enseigné à Fribourg-en-Brigau, donné des études sur le libéralisme allemand au XIX^e siècle et sur la société sous la République de Weimar. Son engagement politique l'a conduit dans la mouvance du parti social-démocrate.
- 2 Le titre de l'ouvrage fait penser aux vers de Goethe dans le *West-östlicher Diwan* :
« Also zwischen Ost und Westen
Sich bewegen, sei's zum Besten ! »
- 3 L'Allemagne entre l'Est et l'Ouest toujours se mouvant...
- 4 Selon Winkler, l'histoire de l'Allemagne depuis la fin du « Vieux Reich » aboli d'un trait de plume en 1806 par Napoléon a été une marche lente et heurtée vers des pratiques politiques mises au point à l'Ouest, en Grande-Bretagne et en France. Dès les premières lignes, il évoque aussi le *Sonderweg*, cette voie particulière que certains Allemands ont prétendu ouvrir à la fin du XIX^e siècle entre la civilisation de l'Ouest (« Gesellschaft »)

jugée décadente et l'autocratie orientale, mais pour le récuser en observant qu'aucune nation européenne n'a prétendu suivre un « chemin normal », bien au contraire. Toutes frappées plus ou moins d'autisme ont revendiqué une « vocation manifeste ». Toutes étaient en outre fortement militarisées, la Prusse ne faisant pas fondamentalement exception. Il est vrai néanmoins que l'Allemagne a été au XIX^e siècle la « nation retardée » sur le plan politique par rapport à la Grande-Bretagne et à la France.

- 5 Le problème se complique encore parce que Winkler place au centre de son histoire-problème les métamorphoses de la notion de *Reich* au cours des siècles. Mais ne s'agit-il pas de figures très différentes ? En quoi le souvenir du Reich chrétien peut-il être évoqué pour comprendre la catastrophe nazie ? Les structures du Reich et encore celles de la Confédération germanique après 1815 conduisaient plutôt à l'équilibre et à la paix en Europe. Les Seconds Empires mis en place au XIX^e siècle, le Reich multi-ethnique voire multinational des Habsbourg et le Reich bismarckien, récusés par Hitler — surtout le premier —, furent à l'origine de déséquilibres. Aucun ne correspondait à l'ancien Reich ni à la « communauté du Volk » (« Volksgemeinschaft ») conçue par les romantiques allemands en réplique à la « Nation » française. La coexistence de ces empires tels le pot de terre et le pot de fer conduisit en 1918 à un vide au centre de l'Europe, à des millions de morts, à la ruine des classes moyennes et aux déséquilibres politiques. La Première guerre mondiale a permis le Troisième Reich mais d'autres voies étaient-elles fermées ? En tout cas, Hitler ne pouvait qu'abusivement se présenter comme le restaurateur d'un Reich, à plus forte raison d'un Reich rêvé du XII^e siècle.
- 6 Les notions de *Reich* et de « marche vers l'Ouest », posées semble-t-il contradictoirement, retiennent finalement moins l'attention dans cet ouvrage que l'analyse des lignes de force de l'histoire politique de l'Allemagne de 1806 à 1991 à laquelle l'auteur se livre avec une précision, une clarté, une continuité remarquables, en s'appuyant sur ses recherches personnelles et sur une bibliographie étendue.
- 7 Dans le premier tome, une place très importante est consacrée à la Prusse. Winkler scrute à chaque pas le visage de Janus de cet État dispersé du Rhin au Niémen qui fut dès le XVII^e siècle « à la pointe de la modernisation en ce qui concerne l'administration, le droit selon les modèles occidentaux, l'appui donné à l'industrie, au commerce et aux sciences, le développement de la tolérance religieuse » mais dont l'armée et le monarque étaient les seuls éléments de cohésion. Le règne de Frédéric II avait été un moment de « reféodalisation » privilégiant pour longtemps la place de la noblesse terrienne de l'Est (« Ostelbien ») au sein de l'État prussien et de la société.
- 8 L'auteur étudie d'abord la situation des esprits au moment des guerres de libération contre Napoléon en 1813-1815, à travers la pensée de Fichte, du « Turnvater » Jahn, de Ernst-Moritz Arndt. Ces nationalistes allemands « primitifs » étaient « des transformateurs radicaux, à gauche dans le spectre politique de l'époque, plus proches des idées de 1789 que leur agitation anti-française pourrait le laisser penser ». Aussi bien, les réformateurs prussiens ne pouvaient s'accommoder de ces idéologues parce que la formation d'un État allemand n'était pas leur projet. D'ailleurs, le « patriotisme des guerres de libération se rapportait communément à la Prusse, pas à l'Allemagne ». Ces nationalistes révolutionnaires héritiers de l'Aufklärung qui avait vite réprouvé la Révolution française, ces réformateurs qui trouvèrent le vieux fond luthérien de soumission à l'État (« Obrigkeitsstaat ») mais qui donnèrent au monde des modèles éclatants de modernité, ces Junker enfin, préfiguraient les grandes tendances politiques allemandes du XIX^e siècle. Les Habsbourg, les catholiques, parfois les protestants des

autres États, plus tard la social-démocratie restèrent longtemps adversaires ou spectateurs des évolutions initiées par la Prusse.

- 9 Dans cet ouvrage consacré à l'histoire politique au XIX^e siècle, les institutions, les droits des citoyens, en particulier ceux des juifs, constituent la trame de l'exposé. Pour Winkler, l'adoption du système parlementaire est par excellence le test de la « marche vers l'Ouest », vers la démocratie. On sait que l'Allemagne en offre aujourd'hui un exemple classique, alors que la France a toujours eu des difficultés avec son maniement et que les États-Unis en sont fort éloignés. L'auteur est proche des vues de Jürgen Habermas sur un patriotisme de la constitution.
- 10 La Révolution de 1848 a été un moment clé de l'histoire des Allemands, celui où se sont nouées les aspirations à l'unité et à la liberté. Trois jours après l'insurrection du 18 mars à Berlin qui fit 200 morts, le roi de Prusse Frédéric-Guillaume IV proclama l'adoption du drapeau noir, rouge et or de l'ancien Reich, en fait celui des libéraux depuis quelques décennies déjà, et annonça la dissolution de la Prusse dans l'Allemagne nouvelle. Cette déclaration laissa un sentiment secret de trahison parmi les puissantes forces de la Prusse traditionnelle sans susciter l'enthousiasme des libéraux, en premier lieu ceux de la Trias, c'est-à-dire de la Troisième Allemagne des États petits ou moyens qui ne dépendaient ni des Habsbourg ni des Hohenzollern.
- 11 La définition des territoires qui devaient élire au suffrage « universel » et égal l'assemblée nationale de Francfort posa immédiatement le problème des frontières qui ne correspondaient pas à celles de l'ancien Reich. L'ensemble de l'opinion se passionna pour le Schleswig que son souverain, le roi de Danemark, prétendait annexer à son royaume et séparer du Holstein. À l'Est, les territoires prussiens qui n'avaient jamais appartenu à l'Empire purent sans difficulté participer au scrutin, à l'exception partielle de la Posnanie. Ce grand-duché, où la population polonaise était globalement majoritaire, devint plus tard le lieu des rivalités entre slavisme et germanisme, de la colonisation sous Guillaume II. Au Sud, dans les domaines des Habsbourg ayant appartenu au Reich, seuls les territoires peuplés de populations allemandes, ainsi que Trieste et le Welschtirol (région de Trente) élirent des députés à l'assemblée nationale. Était-ce la formation d'un Reich grand-allemand, l'éclatement de l'Empire des Habsbourg ? Pour l'instant, ces derniers conservaient des forces intactes, tout comme les Hohenzollern. Toutes les familles princières étaient d'ailleurs restées en place.
- 12 L'auteur conduit le lecteur à travers les événements complexes, parfois sanglants des années 1848-1850. Il analyse les relations entre les assemblées nationales de Francfort et de Berlin, cette dernière toujours plus à gauche que la précédente, ainsi que l'interférence du problème national avec celui des non-Allemands, les divisions entre les fractions des libéraux, la rupture entre les démocrates rouges républicains et les libéraux, enfin les pressions des puissances européennes, sans oublier que la Prusse et l'Autriche étaient deux d'entre elles et depuis toujours rivales. Un tournant, après les barricades ouvrières en octobre 1848 à Berlin, fut le coup d'État du roi qui dispersa par la force l'assemblée nationale prussienne en annonçant une constitution octroyée. En mai 1849, fut introduit le système électoral à trois classes qui resta celui de la Prusse jusqu'en 1918. Le coup de force rendait caduc le projet de l'assemblée de Francfort d'un État national allemand, au moment même où la contre-révolution triomphait en Autriche. Il était logique que le roi de Prusse refusât la couronne impériale constitutionnelle que lui offrait l'assemblée (3 avril 1849). La suprématie du monarque et de l'exécutif sur les représentants du peuple, le recours à des coups d'État plus ou moins masqués de type bonapartiste devaient rester

caractéristiques du Reich bismarckien puis de la République de Weimar sous la présidence du Maréchal von Hindenburg muni du fameux article 48.

- 13 Les rapports de force nationaux et internationaux avaient eu raison des aspirations nationales, démocratiques et sociales des Allemands. L'auteur conclut à propos de l'échec de 1848 : « lorsque la solution petite-allemande (sans l'Autriche) était possible étant donné la politique extérieure, elle n'était pas encore voulue par les Allemands : lorsqu'elle fut finalement voulue par eux, elle n'était plus possible de ce même point de vue ». Les problèmes de la Prusse étaient devenus de plus en plus ceux des Allemands tandis que ceux de l'Autriche l'étaient de moins en moins.
- 14 Bismarck apporta l'unité et la puissance aux Allemands par des voies qui n'étaient pas celles du libéralisme politique. Les capacités du personnage, sa Realpolitik sont classiquement exposées. Bismarck exerça ses redoutables talents d'abord contre les jeunes libéraux et démocrates réunis dans le Parti du Progrès (« Fortschrittspartei ») qui fut le premier parti politique « moderne » en Allemagne et qui remporta en mai 1862 les quatre cinquièmes des sièges à l'assemblée prussienne. La bataille politique porta sur le financement de la réforme militaire que les libéraux voulaient soumettre au contrôle de l'assemblée. Il y eut des moments difficiles où le nouveau roi Guillaume I^{er} pensa abdiquer mais, à la différence de Mac-Mahon en mai 1877, il n'eut ni à se soumettre, ni à se démettre parce que le ministre-président fit engager les dépenses militaires par ordonnances royales. L'armée restait à part dans l'État prussien ; elle l'était toujours dans l'Allemagne unifiée sous Moltke en 1913, Ludendorff en 1917 ou Seeckt en 1924. À propos de cette période de dictature de Bismarck entre 1862 et 1866, Winkler formule les jugements de « constitutionnalisme de façade », de « combat du *Junkertum* contre le peuple ».
- 15 La victoire écrasante remportée le 3 juillet 1866 par l'armée prussienne sur les Autrichiens à Königgrätz (Sadowa pour les Français) fit en Europe l'effet d'une bombe. Comme Bismarck l'avait prédit, l'unité se ferait par le fer et par le sang. Winkler rappelle que la guerre-éclair de 1866 ne fut ni une guerre civile, ni une guerre de religion, ni une guerre fratricide (« deutscher Krieg », « Bruderkrieg ») comme il a été dit souvent, mais une guerre entre deux États, entre deux armées. L'unité était passée avant la liberté parce qu'elle était le résultat de rapports de forces où celles de la Prusse restaient prédominantes. Bismarck aurait rétorqué un jour à Napoléon III : « en Prusse, seuls les rois font les révolutions ». L'ère des révolutions libérales était de toute façon révolue.
- 16 La victoire de Bismarck provoqua une recomposition des forces politiques, sans que celui-ci poussât trop loin son avantage. Beaucoup de libéraux allemands regroupés dès lors dans le parti national-libéral se rallièrent à sa politique, au premier rang les Badois au pouvoir depuis longtemps à Karlsruhe mais inquiets des visées annexionnistes de Napoléon III. La droite prussienne se fragmenta aussi en conservateurs et libéraux-conservateurs, ces derniers proches de Bismarck. En août 1869 fut fondé en Saxe le parti social-démocrate des travailleurs par August Bebel et Wilhelm Liebknecht.
- 17 Le Reichstag de l'Allemagne du Nord, élu en février et août 1867 au suffrage « universel » direct et égal, sur la base d'une constitution taillée par Bismarck devenu chancelier, fut le lieu d'une collaboration avec les nationaux-libéraux qui permit l'expression des particularismes, hanovrien surtout, la fin de la discrimination des juifs là où elle existait encore, au Mecklenbourg par exemple, le droit de coalition pour les travailleurs, mais échoua sur l'abolition de la peine de mort. Ce régime bien plus démocratique, selon Winkler que celui de la Belgique ou de la Grande-Bretagne à la même époque, servit à

l'évidence de banc d'essai. Au début de 1870 cependant, la situation de Bismarck dont les libéraux pouvaient penser qu'il ne travaillait pas sérieusement à l'unité de toute l'Allemagne, restait instable. Il lui suffit de quelques mois, au moyen de la guerre contre la France, pour prendre de vitesse les libéraux sur le budget militaire qui s'annonçait à nouveau difficile, neutraliser les particularismes des Allemands du Sud et retarder le conflit prévisible avec le catholicisme. L'unité se ferait, mais selon les vues de Bismarck.

- 18 L'auteur fait alors le point sur le Reich bismarckien en présentant la diversité des prises de position des contemporains et des opinions à ce sujet, ce qui constitue l'intérêt de cette histoire-problème. Il insiste sur le caractère protestant et prussien de cet Empire évangélique (luthérien) qui se distinguait de l'Ancien Reich comme du Reich autrichien, mais qui posait problème aux catholiques devenus minoritaires. Toutefois, le particularisme prussien, qui était le plus prononcé, n'était pas exclusif des autres dont les princes étaient les garants. Le caractère « *kleindeutsch* » de l'État bismarckien avait permis d'isoler la France et d'éviter la guerre européenne. Un nationalisme si fortement marqué par la langue, la culture, l'histoire qui sont des données héritées, et si peu par l'adhésion politique des citoyens — Winkler évoque le dialogue entre Renan et Strauss — pouvait-il s'en contenter, même s'il s'agissait d'un État puissant et prospère ? L'auteur conclut : « La Révolution par en haut de Bismarck permit un État-puissance (« *Machtstaat* ») qui ne pouvait plus susciter d'idées universelles ».
- 19 Les chapitres suivants consacrés à la lutte de Bismarck contre le catholicisme politique (« *Kulturkampf* ») puis contre le socialisme, et à l'antisémitisme fin-de-siècle, éclairent cette phrase. Les conflits entre l'Église catholique et le pouvoir n'étaient pas chose nouvelle, ni spécifiquement allemands. Depuis longtemps, libéraux et catholiques s'opposaient en Bade et en Bavière à propos de l'école. Aux yeux de Bismarck s'ajoutait le soupçon de collusion avec le catholicisme polonais. Jamais les nationaux-libéraux ne furent plus proches du chancelier mais les mesures prises eurent un effet inverse de celui recherché ; elles soudèrent les catholiques autour du parti du *Zentrum* né en 1870.
- 20 S'il est un fil rouge qui traverse l'ouvrage, c'est bien celui de l'antisémitisme. Winkler rappelle qu'aucun État, si l'on excepte le royaume de Westphalie, n'émancipa les juifs si tôt et si largement que la Prusse (1812), que Arndt pestait déjà contre l'afflux des juifs de l'Est européen, que Fichte voulait les renvoyer en Terre promise. En 1819, les troubles dits « *Hep ! Hep !* » en Franconie, cris lancés au passage des juifs, n'appartenaient pas encore à l'antisémitisme « moderne ». En Bade, peu soucieux d'affronter l'antisémitisme des campagnes surpeuplées et endettées, les libéraux n'émancipèrent les juifs que dans les années soixante.
- 21 À partir du krach de 1873 puis lors de la Grande dépression jusqu'en 1896, l'antisémitisme prit un tour « moderne », sécularisé et raciste chez les protestants et les catholiques, croyants et incroyants réunis. Les libéraux et les juifs, à plus forte raison les libéraux juifs furent pris pour cible. Bismarck lui-même fut attaqué à travers son banquier Gerson Bleichröder. Les antisémites radicaux, qui furent toujours une minorité, comme leurs contradicteurs d'ailleurs, opposaient le capitalisme créateur (chrétien) au capitalisme prédateur (juif) et prétendaient que la question sociale était d'abord une question juive. L'Internationale « dorée », alliée de l'Internationale rouge, aurait transformé le Reich en un Empire germanique de la Nation juive. L'antisémitisme gagna ses titres académiques à travers les écrits de l'historien von Treitschke, vivement combattu par Theodor Mommsen, l'un des fondateurs de l'Association contre l'antisémitisme (1890) et, officiellement, par le *Kronprinz* Frédéric. Certes, l'Allemagne n'avait pas alors l'exclusivité

de l'antisémitisme, mais, observe l'auteur, « en matière d'antisémitisme "moderne", elle fut le maître à penser de ses voisins ». Surtout, l'antisémitisme était reconnu comme légitime et largement répandu dans les classes moyennes et la paysannerie, bien au-delà des cercles radicaux. Malgré cela, jusqu'à la Première guerre mondiale au moins, le sionisme eut très peu d'écho parmi les juifs allemands qui constituaient environ 1% de la population.

- 22 À la fin de 1877, l'évolution du Reich vers le parlementarisme sembla s'esquisser mais fut rendue impossible par deux attentats contre Guillaume I^{er} et par le choix de Bismarck en faveur d'un protectionnisme favorisant les grands domaines agricoles de l'Est et l'industrie lourde. Les forces politiques penchaient fortement à droite. Bismarck put alors engager la répression contre les socialistes au moyen d'une législation d'exception avalisée encore une fois par les libéraux (1878-1890). Celle-ci ne parvint pourtant pas à les briser mais « les maintint dans un ghetto politique, et, montrant la réalité de la société de classe, de l'État de classe, de la justice de classe, assura une large réception des bases marxistes ». D'autre part, la rupture avec le libéralisme économique laissait à Bismarck les mains libres pour lancer les réformes sociales (1883, 1884, 1889) dont on sait qu'elles furent pionnières dans le monde occidental. La construction intérieure du Reich (« innere Reichgründung ») s'effectuait dans une conjoncture politique caractérisée par le transfert du nationalisme de la gauche vers la droite, les divisions des libéraux, la consolidation des forces les plus conservatrices mais en déclin du Reich. Ces dernières s'exprimèrent particulièrement par le moyen de la toute nouvelle politique coloniale (1884) et la politique de germanisation à l'Est, contre les Polonais. Au Nord et à l'Ouest, en revanche, les Danois et les Alsaciens-Lorrains n'eurent pas à en souffrir, même dans la région francophone de Metz. L'intégration des Alsaciens-Lorrains dans le Reich paraissait acquise, ce qui permit à terme le statut de 1911.
- 23 La politique extérieure de Bismarck refusait toute extension territoriale de l'Allemagne, visait prioritairement à isoler la France en maintenant l'équilibre entre les puissances par des accords secrets et cherchait surtout à éviter une guerre sur deux fronts. Cependant, la politique d'alliance avec la Russie était devenue difficile, en premier lieu à cause de la politique commerciale. Seule restait stable celle avec l'Autriche-Hongrie mais elle présentait des dangers. La chute de Bismarck fut précipitée par le résultat des élections de février 1890 rendant le Reichstag ingouvernable pour lui. Le chancelier sembla prêt alors à un coup d'État mais le jeune Guillaume II recula et démit Bismarck de ses fonctions.
- 24 Faisant le bilan de la grandeur de l'homme et de ses petitesesses, l'auteur lui reconnaît une réussite, la formation de la nation-État allemande (« Staatsnation »), un échec en politique intérieure et une excuse ; la parlementarisation du système politique avait échoué autant devant le refus obstiné de Bismarck que par l'incapacité des libéraux à la promouvoir. En tout cas, ses successeurs ne firent pas preuve de la même prudence lorsque allant au-delà d'un rôle de puissance continentale prédominante, ils lancèrent l'Allemagne dans une politique mondiale qui prenait la puissance britannique en ligne de mire.
- 25 Abordant l'époque wilhelminienne, Winkler dresse l'état des forces politiques qui se diversifiaient en même temps que la société et l'extension mondiale des centres d'intérêt. Une évolution vers plus de démocratie aurait pu en résulter mais l'auteur souligne la puissance des forces conservatrices.

- 26 L'antisémitisme politique qui restait limité ne réunit aux élections pour le Reichstag que 0,7% des voix en 1890, 3,4% et 16 députés au plus fort de la crise en 1893, 2,5% en 1912 ; mais les deux ligues pangermanistes fortes de 20 000 membres chacune étaient influentes et en relation avec des organisations autrichiennes similaires. Le *Flottenverein* lancé par l'amiral Tirpitz avec des méthodes modernes avait dix fois plus de membres, recrutés surtout dans la classe moyenne. La flotte paraissait moins aristocratique que l'armée dont elle était par ailleurs le concurrent budgétaire. Quant aux associations d'anciens soldats, c'étaient des organisations de masse (2,6 millions de membres en 1910) qui jouèrent un rôle considérable jusque sous Weimar.
- 27 L'auteur observe une certaine pauvreté symbolique de l'Allemagne wilhelminienne. Le drapeau noir, blanc, rouge, celui de la marine, n'a été adopté comme drapeau national qu'en 1892 mais il y avait les innombrables oriflammes des États et des villes et on éleva 400 monuments à Guillaume I^{er}, plus de 700 à Bismarck. Une sorte de culte impérial, de plus en plus « national », se développa. Jamais le mythe du Reich médiéval ne fut porté si haut
- 28 Le véritable pôle institutionnel opposé à l'Empereur était le Reichstag dont Guillaume II disait que c'était la « maison des singes d'Empire » (« Reichsaffenhaus »), mais cela n'empêchait pas le parlement de s'affirmer de plus en plus. L'auteur en analyse les forces politiques. À propos du *Zentrum* catholique, son jugement dont on peut suivre le fil jusqu'au 30 janvier 1933, est sévère. Assuré d'avoir rompu l'isolement du « Kulturkampf » et d'occuper une place stratégique sur l'échiquier politique, le *Zentrum* tenta constamment de monnayer son ralliement à l'esprit « national », son soutien à l'« Obrigkeitsstaat », à la politique coloniale, aux crédits pour la flotte en vue d'obtenir quelque avantage pour sa chapelle. Même son opposition à toute mesure contre les juifs était motivée, selon Winkler, par la crainte d'être inclus dans une législation frappant les minorités car l'antisémitisme catholique était massif et spécifique. Bien que le *Zentrum* fût devenu un parti populaire, que sa direction fût passée de l'aristocratie à une classe moyenne diversifiée, il n'aida en rien à la transformation du système politique. Le parti stagna à 19% des voix après 1900 et dut admettre l'ouverture des syndicats chrétiens aux protestants.
- 29 Tout autre fut l'évolution de la social-démocratie, à première vue du moins. Libérée de la législation bismarckienne, elle avait obtenu 23,3% des voix et 44 sièges au Reichstag en 1893. Elle apparaissait alors plutôt comme un parti démocratique avancé que comme un parti socialiste. Le programme d'Erfurt (1891) reprenait certes les thèmes marxistes mais la doctrine de la dictature du prolétariat n'y figurait pas. Tandis que disparaissaient les fondateurs comme W. Liebknecht, Bebel, anciens quarante-huitards, les seuls Allemands à se référer à la Révolution de 1848, se développait entre les théoriciens Bernstein, Kautsky puis Rosa Luxemburg un débat capital dans l'histoire du socialisme. Winkler en retrace les grandes lignes qui portaient sur les notions de réforme et de révolution, de démocratie libérale et de dictature du prolétariat, de socialisme et de liberté. La position « centriste » de Kautsky, massivement adoptée en 1899, n'excluait pas des actions communes avec des partis bourgeois mais prétendait conserver toute son indépendance à la social-démocratie et n'aider en rien à maintenir l'ordre social et politique existant. L'objectif restait celui de la révolution sociale, si possible et d'abord par le bulletin de vote.
- 30 Le cadre chronologique de cette revue nous oblige à interrompre au milieu du premier tome notre approche descriptive de l'ouvrage de Winkler. Celle-ci aura permis au lecteur de mesurer, espérons-le, la clarté, la sobriété, la continuité et l'ampleur de l'entreprise.

- 31 La deuxième moitié du tome 1 analyse les déséquilibres croissants de l'histoire allemande, depuis le début du XX^e siècle jusqu'à 1933. Les progrès spectaculaires de la social-démocratie avant 1914, la querelle du révisionnisme, le renouveau du libéralisme politique, la puissance des forces opposées à une démocratie parlementaire sont rappelés à grands traits, de même que le choc de l'été 1914 sur les esprits et la militarisation croissante de la société à partir de l'été 1917.
- 32 Aux quatorze années de la République de Weimar, dont il est un spécialiste, Winkler consacre le dernier tiers de ce volume, mais on sait que la période en vaut la peine. L'exposé permet de suivre avec précision les mutations des forces politiques et des institutions au fil d'une situation chaotique et violente jusqu'à la fin de 1924, d'une courte stabilisation sous la forme d'une république conservatrice jusqu'en 1929, puis d'une évolution de plus en plus précipitée vers un régime présidentiel et vers l'abîme, sous Hindenburg muni du fameux article 48.
- 33 Le tome 2 de l'ouvrage est divisé en cinq chapitres. Le premier est consacré à la « catastrophe allemande » et européenne de 1933 à 1945. Dans les chapitres suivants est analysée l'histoire des Allemands de 1945 à l'unité dans la liberté en 1991.